



Décision article L.2122-22 du CGT
Convention d'intervention séances d'analyse de la pratique
professionnelle – agents des écoles – 2025/2026

Le Maire de la Commune de NANTUA,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération n° DR_2023_75, en date du 13 novembre 2023 par laquelle le Conseil municipal a délégué les pouvoirs prévus à l'article précité et notamment l'alinéa 4 qui prévoit que le Maire peut prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et que le montant du marché ne dépasse pas 215 000 euros HT pour les marchés de fournitures et de service ,

Considérant l'importance de dispenser aux agents municipaux du service scolaire des temps d'échanges et d'analyse de la pratique professionnelle leur permettant d'adapter leur posture professionnelle

DÉCIDE :

Article 1 :

De conclure une convention de formation continue avec Nora CHATOT, formatrice, 126 chemin des Vavres 01960 PERONNAS, telle que jointe en annexe à la présente décision.

Article 2 :

Cette formation consiste en 7 séances d'analyse de la pratique professionnelle, les mercredis de 9h30 à 11h30 : 17/09/2025, 15/10/2025, 10/12/2025, 04/02/2026, 01/04/2026, 20/05/2026 et 08/07/2026

Article 3 :

Le coût de de ces séances est de 110 euros de l'heure auquel s'ajoute les frais kilométriques soit un total de 283 euros par séance.

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi (par courrier ou sur le site : www.telerecours.fr) par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- Date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente décision,
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à la Sous-préfecture de Nantua, et ampliation adressée à Monsieur le Trésorier d'Oyonnax.

Fait à NANTUA, le 30 juillet 2025
Le Maire,
Jean Pascal THOMASSET

